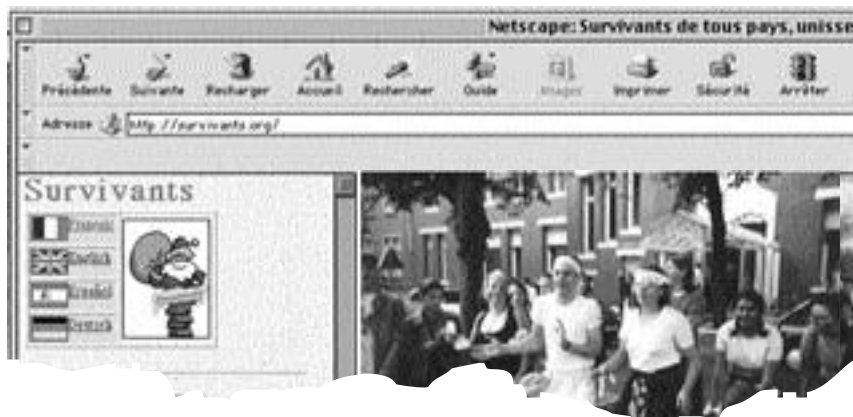


# les "Survivants" cracheurs de feu à Toulouse



Pour la seconde fois Toulouse a été la cible des frasques des Survivants. Venu-e-s des quatre coins de la France, ce petit groupe de jeunes issu de la Trêve de Dieu — leur adresse mail est toujours redirigée vers l'association de Claire Fontana — a considérablement rajeuni les effectifs anti-choix depuis les Journées Mondiales de la Jeunesse de 1997. Leur nom même est tout un symbole. En se comparant aux victimes juives du nazisme (survivants), ils ont accepté de faire de leur venue au monde un argument politique non seulement de lutte contre l'avortement mais surtout d'une gigantesque banalisation de la Shoah. Depuis le groupe ne ménage pas ses efforts. Dès la nuit du vendredi 10 mars, un collage massif d'affichette à leurs couleurs a été réalisé sur toute l'agglomération. Leurs slogans remettaient en cause le droit à l'avortement en caricaturant des revendications progressistes ("régularisation de tous les embryons"). Ils ont provoqué de vives réactions de la part de la population toulousaine, entraînant quelques altercations entre passants et colleurs des Survivants. Précisons que ces derniers se gargarisent d'être un groupe apolitique et non-violent, avaient néanmoins pris la peine de se faire accompagner, ce soir-là, par des professionnels de la sécurité. Tout ce petit monde ne s'était d'ailleurs pas uniquement déplacé pour un simple collage. Le samedi 11 mars, au petit matin, ils ont occupé les pelouses de la clinique de l'Union (en périphérie tou-

lousaine), juste sous les fenêtres du bloc IVG. Il y avait 60 personnes selon des témoins, et 300, selon les organisateurs! Cette action est revendiquée sur leur site Internet ([www.survivants.com](http://www.survivants.com)) par un communiqué de presse, comme étant une petite fête sympathique avec des djumbés, cracheurs de feu, ballons multicolores, etc. Et pourtant, qu'il s'agisse de récitation de prière et d'enchaînement ou de cracheurs de feu, pour les femmes désirant accéder ce matin-là au service, la réalité est la même. Ce n'était ni plus ni moins qu'un délit d'entrave à l'IVG prenant des formes plus démagos que les commandos. La violence symbolique qui en découle est toute aussi traumatisante pour les femmes qui y sont confrontées. Visiblement la direction de la clinique ne perçoit pas les choses sous cet angle. Non seulement il semblerait qu'elle ait accepté de recevoir une délégation de Survivants, mais elle a, de surcroît, refusé de porter plainte et même d'alerter la gendarmerie, qui ne doit son arrivée sur les lieux que grâce à la vigilance du voisinage. ProChoix Toulouse a immédiatement dénoncé publiquement l'action des Survivants (qui tombe sous le coup de la loi Neiertz) et l'attitude de la direction de la clinique — qui en cautionnant de tels actes, s'en rend complice —, et s'engage à le faire, chaque fois qu'il sera nécessaire de réaffirmer le droit des femmes à disposer librement de leur corps.

Marie-Louise Giraud

Le 3 mars, le Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a rendu un avis dans lequel il propose d'introduire une "exception d'euthanasie" (*Le Monde*, 4/3/00) Dans son rapport, "fin de vie, arrêt de vie, euthanasie", il ne va pas jusqu'à prôner la dépénalisation de l'euthanasie mais souhaite que la loi prévoit de pouvoir étudier les conditions qui peuvent amener quelqu'un à prendre cette décision en cas de procès. Bref, un début. loin d'être une révolution.

Xavier Dor, président de SOS tout-petits, s'est pourtant aussitôt déclaré scandalisé: "*en permettant de tuer aux deux pôles de la vie, d'abord à la toute petite enfance (sic!, N.D.L.R.), ensuite à la vieillesse, le Comité consacre, contre toute logique, le crime contre dieu et contre l'humanité, le meurtre des innocents, en dépit de l'abolition de la peine de mort*" (*Monde et vie*, 9/3/00)

Un sondage publié par le trimestriel des **Guides de France** (à ne pas confondre avec les très catholiques Scouts d'Europe), *Demain*, révèle que 73 % des jeunes filles scoutistes de France sont favorables à l'avortement. 51 % des cheftaines se déclarent quant à elle favorable au droit à l'euthanasie. De quoi révolter Dor qui a déclaré dans *Présent* (21/03/00): "*l'affaire est trop grave pour être passée sous silence*". Ah! Mais on en parle!

**Laissez-les-vivre** lance une campagne contre "*la décision des députés d'autoriser les médecins à diplôme étranger d'exercer la médecine générale en ville*". Ils protestent en effet contre "*Le caractère scandaleusement inégalitaire de ces dispositions au détriment des étudiants français recalés au concours*". En clair, mieux vaut un médecin recalé qu'un médecin étranger. Et pour ceux qui n'auraient pas saisi les références idéologiques de l'association, elle rappelle qu'elle remet en cause: "*La compétence des plus douteuses de ces médecins à exercer la médecine générale en ville.*"